

**FICHE RECAPITULATIVE DES PIECES A FOURNIR
POUR SAISINE DE LA CCP**

(Code Général de la Fonction Publique articles R 272-19 à R272-21)

Motif de saisine à l'initiative de l'agent	Pièces à fournir
Révision du Compte Rendu de l'Entretien Professionnel	<ul style="list-style-type: none"> • Compte rendu d'entretien professionnel, objet de la saisine, • Demande de révision du compte rendu de son entretien professionnel adressé par l'agent à l'autorité territoriale et réponse de cette dernière.
Télétravail : refus de demande initiale, de renouvellement ou interruption du télétravail	<ul style="list-style-type: none"> • Délibération fixant les règles et activités éligibles, • Demande formulée par l'agent, pour des fonctions éligibles (copie éventuelle de la fiche de poste), précisant les modalités d'exercice souhaitées, • Refus motivé et circonstancié de l'autorité territoriale dans l'intérêt du service ou décision motivée et circonstanciée d'interruption du télétravail.
Temps partiel : refus et litiges relatifs aux conditions d'exercice	<ul style="list-style-type: none"> • Délibération fixant les modalités d'exercice du travail à temps partiel au sein de la collectivité, • Demande formulée par l'agent précisant la quotité et les conditions d'exercice souhaités, • Refus motivé et circonstancié de l'autorité territoriale dans l'intérêt du service.
Compte Epargne Temps : refus d'une demande de congés au titre du CET	<ul style="list-style-type: none"> • Délibération de mise en place du CET au sein de la collectivité, • Demande formulée par l'agent précisant la quotité de congés souhaitée, • Refus motivé et circonstancié de l'autorité territoriale dans l'intérêt du service.
Compte Personnel de Formation : refus d'une demande de mobilisation du CPF	<ul style="list-style-type: none"> • Demande de mobilisation du CPF formulée par l'agent, • Refus motivé de l'autorité territoriale.

Le Centre de Gestion, un appui au quotidien pour la gestion des ressources humaines

Motif de saisine à l'initiative de l'autorité territoriale	Pièces à fournir
<p>Fin de fonctions : licenciement postérieurement à la période d'essai (sauf emplois fonctionnels de direction, des collaborateurs de cabinet et des collaborateurs de groupes d'élus)</p> <p>NB : Par dérogation, consultation de la CCP avant l'entretien préalable en cas de licenciement d'un agent qui exerce ou a exercé une activité syndicale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● <u>Licenciement pour inaptitude physique définitive de l'agent</u> : constat de l'inaptitude physique de l'agent à exercer son emploi par un médecin agréé (PV du Comité Médical si contestation) et, le cas échéant, copie de la convocation de l'agent à l'entretien préalable. ● <u>Licenciement pour insuffisance professionnelle</u> : rapport circonstancié de l'autorité territoriale et justificatif du respect du droit à communication du dossier à l'agent. ● <u>Licenciement dans l'intérêt du service</u> : le cas échéant copie de la convocation de l'agent à l'entretien préalable et toutes pièces justificatives de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la disparition du besoin ou la suppression de l'emploi qui a justifié le recrutement de l'agent, ou ➤ la transformation du besoin ou de l'emploi qui a justifié le recrutement, lorsque l'adaptation de l'agent au nouveau besoin n'est pas possible, ou ➤ le refus par l'agent d'une modification d'un élément substantiel du contrat, ou ➤ le recrutement d'un fonctionnaire, ou ➤ l'impossibilité de réemploi de l'agent à l'issue d'un congé sans rémunération.
<p>Reclassement impossible dans le cadre d'un licenciement dans l'intérêt du service (pour information)</p>	<p>L'autorité territoriale communique les motifs qui, le cas échéant, empêchent le reclassement des agents recrutés sur le fondement de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique.</p>
<p>Droit syndical : non renouvellement du contrat des titulaires d'un mandat syndical</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Contrat de l'agent, ● Justificatif du mandat syndical, ● Motivation circonstanciée de l'autorité territoriale.

Le Centre de Gestion, un appui au quotidien pour la gestion des ressources humaines

<p>Refus d'un congé pour formation syndicale ou pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Communication du refus motivé opposé à une demande de congé pour formation syndicale ou pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
<p>Formation :</p> <p>- double refus successif d'une action de formation</p> <p>- Compte Personnel de Formation : refus d'une troisième demande de mobilisation du CPF sur une action de même nature</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Saisine avant le 2ème refus successif d'une demande de formation : précision sur la formation sollicitée et les motivations du refus. ● Trois demandes de mobilisation du CPF formulées par l'agent sur deux années consécutives (précisions sur la formation) et deux refus motivés de l'autorité territoriale, ● Saisine avant le 3ème refus d'une 3ème demande portant sur une action de formation de même nature au titre du CPF.
<p>Décisions contraires à l'avis émis par la CCP (pour information)</p>	<p>L'autorité territoriale dispose d'un délai d'un mois pour communiquer les motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre cet avis.</p>

Date de mise à jour :
01/02/2025

Le Centre de Gestion, un appui au quotidien pour la gestion des ressources humaines

7 rue Condorcet CS 70007 • 63063 Clermont-Ferrand Cedex 1 • 04 73 28 59 80 • accueil@cdg63.fr
Permanences physique et téléphonique du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30